

UN WEBINAIRE UGICT RÉUSSI DU COLLECTIF INGÉNIERIE

Incapacité à produire l'essentiel, dépendance aux importations... la crise Covid doit être l'occasion de repenser l'ingénierie dans sa capacité à faire et non plus à faire/faire !

Depuis des années, CGT et Ugict n'ont eu de cesse d'alerter sur la désindustrialisation. Pourtant, malgré de fortes aides publiques, sans contreparties, nombre d'entreprises profitent de la crise pour tailler dans leurs effectifs, en particulier dans l'encadrement. Il est grand temps de mettre fin à la financiarisation des entreprises et de réindustrialiser la France qui compte un million d'ingénieurs en activité (avec quelques 100 000 Masters 2 techniques), dont 23 % de femmes pour 27 % à la sortie des écoles. Ces ingénieurs travaillent surtout dans l'industrie, plutôt en Ile-de-France (33 %) et en Auvergne-Rhône-Alpes et leur taux de chômage est très faible : 3,5 % en 2019.

Réindustrialiser la France

Dans la pharmacie, le nucléaire... des stratégies financières au détriment des emplois

Le Webinaire Ugict du vendredi 11 juin (<https://ugictcgt.fr/webinaire-ingenieurs/>), en lien avec le Collectif « Industrie » Confédéral, avait pour but de faire un point sur « l'Ingénierie Française ». Des dizaines de techniciens et cadres y ont participé et des exemples concrets y ont été évoqués, comme le court-termisme de SANOFI qui a divisé par deux ses effectifs de chercheurs en 10 ans pour verser chaque année 4 à 5 milliards de dividendes à ses actionnaires. Cela explique sa piètre performance dans la « course au vaccin », alors qu'un de ses anciens chercheurs avait déjà travaillé sur l'ARN...

Dans la filière nucléaire, même schéma, les déboires de l'EPR à Flamanville sont aussi liés à la financiarisation et à la perte de compétences : cela a abouti à l'impossibilité de bien faire. Pourtant toutes ces entreprises bénéficient d'aides publiques, d'où la nécessité de les conditionner

pour restaurer les capacités d'intervention de l'État dans les entreprises stratégiques... Un contrôle public qui devrait agir notamment sur la relocalisation de la production en France, sur l'enseignement supérieur pour acquérir les compétences, sur la recherche et la création de droits nouveaux pour les représentants du personnel et l'encadrement afin de renforcer leur droit d'intervention dans les choix stratégiques des entreprises... Un inventaire partiel des nombreuses revendications du collectif ingénierie.

L'ingénierie très présente dans notre champ fédéral

Outre le nucléaire (pour lequel un *Options spécial ingénierie* est disponible), à la Distribution d'Enedis l'ingénierie est composée d'agents de maîtrise qui ont beaucoup lutté pour la reconnaissance de leur qualification au regard des multiples activités et responsabilités exercées. Suite à des concertations nationales, les employeurs ont fini par reconnaître les évolutions du métier, mais sans pour autant faciliter l'accès au collège cadre.

Mieux identifier cette activité, définir ses exigences, aller à la rencontre des ingénieurs et des étudiants pour augmenter l'audience de la CGT... les objectifs de ce collectif ingénierie ne manquent pas et donneront lieu, sans aucun doute, à de nouvelles initiatives à venir.

